



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-23-054

**imposant des prescriptions complémentaires et actualisant le tableau de
classement des installations**

société GREEN RÉCUPÉRATION à ARGENTEUIL

Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République en date du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, et notamment son annexe I ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, notamment :

– l'arrêté préfectoral du 22 août 2000 modifié autorisant la société SOREDIV à exploiter un centre de tri et de transit de déchets industriels banals et de déchets industriels spéciaux, au 2, 4 et 7 rue de l'Ouest sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL ;

– la lettre préfectorale du 17 juin 2004 prenant acte du changement de dénomination sociale délivrée au profit de la société COVED INDUSTRIES ET SERVICES ;

– l'arrêté préfectoral du 8 août 2005 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société COVED INDUSTRIES ET SERVICES ;

– la lettre préfectorale du 26 janvier 2006 prenant acte du changement de dénomination sociale délivrée au profit de la société COVED ;

– l'arrêté préfectoral n° 10414 du 6 juillet 2011 imposant des prescriptions techniques complémentaires et actualisant le tableau de classement des installations exploitées par la société COVED ;

– l’arrêté préfectoral du 30 janvier 2015 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société COVED ;

– la lettre préfectorale du 24 janvier 2017 prenant acte du changement d’exploitant délivrée au profit de la société GREEN RÉCUPÉRATION ;

– l’arrêté préfectoral n° 2019/38 du 12 novembre 2019 mettant en demeure la société GREEN RÉCUPÉRATION ;

Vu l’arrêté préfectoral n° 23-012 du 15 février 2023 modifiant l’arrêté préfectoral n° 22-135 du 19 septembre 2022 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d’Oise et sous-préfète de l’arrondissement de Pontoise ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 24 août 2021 par lequel la société GREEN RÉCUPÉRATION informe monsieur le préfet de son projet de modifications des conditions d’exploitation des installations de son site d’ARGENTEUIL ;

Vu le rapport de la directrice régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports d’Île-de-France – unité départementale du Val-d’Oise du 7 novembre 2022 ;

Vu le projet d’arrêté préfectoral complémentaire adressé par courrier le 19 avril 2023 à l’exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Considérant que ce délai s’est écoulé sans observation de la part de la société GREEN RÉCUPÉRATION ;

Considérant que la société GREEN RÉCUPÉRATION est régulièrement autorisée à exercer sur le territoire de la commune d’ARGENTEUIL une installation de tri et de traitement de déchets d’activités économiques ;

Considérant que le 24 août 2021, l’exploitant a porté à la connaissance de monsieur le préfet une demande de modifications des conditions d’exploitation de son site ; que les modifications sollicitées par l’exploitant portent sur :

- la mise en place d’un stock de polystyrène et d’une presse aux fins d’en faire des balles,
- la rénovation de la dalle extérieure et intérieure,
- le débouchage des avaloirs et entretien du réseau d’eaux pluviales,
- l’installation d’un obturateur de réseau et d’un clapet anti-retour,
- la création de seuils de 18 cm sur les deux portails donnant accès à l’établissement,
- la création de barrières antipollution de 20 cm sur les deux accès au bâtiment,
- la réparation des commandes de désenfumage,
- la réorganisation des stocks ;

Considérant qu’il ressort de l’analyse de l’inspection des installations classées, dans son rapport du 7 novembre 2022 susvisé, que les modifications demandées par l’exploitant ne sont pas soumises à évaluation environnementale ou à un examen au cas par cas et ne sont pas considérées comme substantielles ; que ces modifications répondent à la demande de mise en conformité de l’arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 novembre 2019 susvisé ; qu’au vu des travaux engagés par l’exploitant, et de ceux programmés, l’inspection des installations classées considère que les modifications apportées permettront cette mise en conformité ;

Considérant que ces travaux et aménagements ne devraient pas être de nature à occasionner d’impacts négatifs en termes de bruit, ni en termes de nuisances olfactives, ni sur les rejets aqueux, ni sur les risques accidentels ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2015 susvisé, le changement des conditions d'exploitation conduisent à une actualisation du montant des garanties financières ;

Considérant le caractère notable des modification demandées par la société GREEN RÉCUPÉRATION mais non substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ; qu'il y a lieu toutefois, pour satisfaire aux demandes de l'exploitant, en application de ce même article R. 181-46 du code de l'environnement, de les encadrer par des prescriptions techniques complémentaires avec mise à jour du tableau de classement des installations, dans les conditions prévues à l'article R. 181-45 de ce même code ;

Considérant qu'aux termes de ce même article R. 181-45 de ce même code, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ne s'avère pas nécessaire ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La société GREEN RÉCUPÉRATION, dont le siège social est situé au 82, rue de Montigny à ARGENTEUIL (95100), est tenue pour l'exploitation de ses installations situées à ARGENTEUIL – 2-4, rue de l'Ouest, de respecter les prescriptions techniques du présent arrêté.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.

Les prescriptions techniques annexées aux arrêtés préfectoraux du 22 août 2000, du 6 juillet 2011 et du 30 janvier 2015 sont inchangées, hormis celles qui sont remplacées et/ou complétées par les prescriptions reprises ci-dessous.

Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2011 est modifié comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du classement	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1-supérieure ou égale à 10 t/j 2-inférieure à 10 t/j	Installation de broyage et pressage des papiers/cartons Installation de pressage des plastiques Installation de pressage des polystyrènes 135 t/j (30 000 t/an)	Quantité traitée >10 t/j	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Stock amont de papiers/cartons en vrac : 990 m³ Plastiques en vrac : 525 m³ Polystyrène en vrac : 168 m³ Pains de polystyrène : 168 m³ Balles papier/carton au nord de la presse à balle : 1 125 m³ Balles papier/carton en extérieur dans une alvéole couverte : 700 m³ Balles plastiques : 500 m³ au sud du broyeur en plus d'une alvéole couverte de 350 m³ ,	Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du classement	Régime
		soit 850 m³ Bois A et Bois B : stock de 150 m³ chacun, soit 300 m³ TOTAL : 4 826 m³		
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.2 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ 2 – supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Stock de DAE : 2 alvéoles de 200 m ² soit 600 m³ chacune, soit 1 200 m³ Stock de déchets verts : 700 m³ TOTAL : 1 900 m³	Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, 2711 et 2712, la surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ² 2 – supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	Une benne de 30 m ³ de métaux ferreux et non ferreux, soit 15 m²	Surface > 100 m ² Surface < 1 000 m ²	NC
4734*	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	2 cuves aériennes de Gasoil (7 t) et GNR (10 t) soit 17 t au total	Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les	Un poste de distribution Volume distribué : 84 m³/an	Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du classement	Régime
	réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³ 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20 °C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.		inférieur ou égal à 20 000 m ³	
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5 000 m ² b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	Surface d'atelier inférieure à 2 000 m ²	Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	NC

** la rubrique 4734 se substitue à la rubrique 1432 précédemment applicable*

Article 4 : Rétention des eaux d'extinctions

Les deux réseaux d'eaux pluviales sont chacun muni d'un obturateur. Ces appareils font l'objet d'un entretien régulier aux fins de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Un clapet anti-retour est positionné après la jonction des deux réseaux d'eaux pluviales. Il est dûment signalé, accessible et manipulable à tout moment par un membre du personnel. Il fait l'objet d'un entretien régulier et son bon fonctionnement est régulièrement vérifié.

Les portails sont équipés de barrières antipollution et le bâtiment d'un seuil de 18 cm permettant de contenir les eaux sur le site en cas d'incendie, étant précisé que ces équipements (barrières et seuils surélevés) doivent être en capacité de contenir une averse d'intensité décennale. La plateforme doit pouvoir être noyée pour retenir le volume d'eau nécessaire en cas de besoin. Le volume à retenir sur site est a minima de **460 m³**. Si nécessaire, les eaux d'extinction devront être considérées comme des déchets et traitées comme tels.

Article 5 : Équipements de lutte contre les incendies

L'article 3.V.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le bâtiment d'exploitation est doté d'un système de détection automatique d'incendie comprenant plusieurs caméras thermiques détectant les points chauds. »

Article 6 : Actualisation des garanties financières

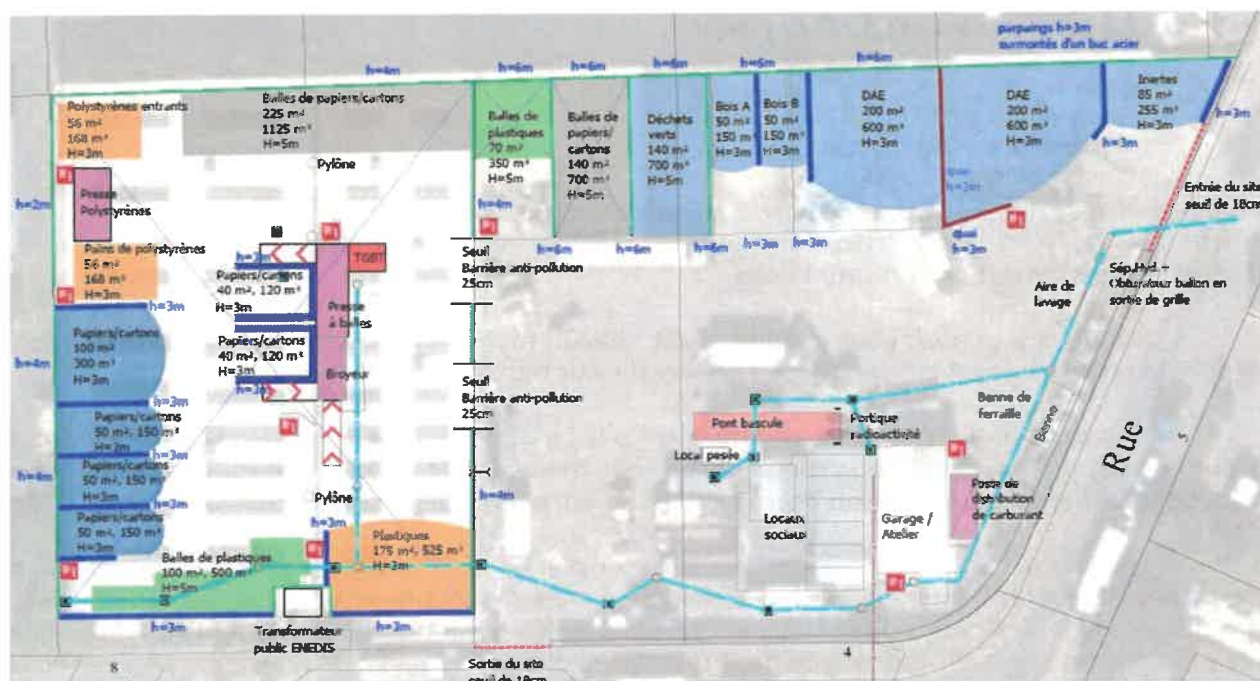
L'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2015 est modifié comme suit :

Le montant actualisé des garanties financières s'élève à **126 157,00 € TTC**. Ce montant est défini suivant la méthode de calcul donnée par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour

la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en de mesure de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (sont retenus un taux de TVA de **20 %** et un **indice TP01** de **113,5** (valeur en vigueur au mois de mars 2021, publié au Journal Officiel de la République française le 18 juin 2021).

Article 7 : Plan des stockages

L'installation est aménagée conformément au plan suivant :



Article 8 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 9 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'ARGENTEUIL et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'ARGENTEUIL pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30 322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>)

Article 11 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire d'ARGENTEUIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **16 MAI 2023**

Le préfet,

Pour le Préfet
La secrétaire générale

Laetitia CESARI-GIORDANI

